

LA LETTRE

DE LA

COOPERATION DECENTRALISEE



Novembre 2008

SOMMAIRE



Editorial	3
Afrique	5
Amérique latine et Caraïbes	6
Amérique du Nord	11
Asie	12
Europe	13
Méditerranée	15
Union européenne	23
Réflexions	29
Actualités	32
Agenda	33
Publications	36

**L'assemblée générale de Cités Unies France reportée
au mercredi 21 janvier 2009 !**

Le bureau exécutif de Cités Unies France du 15 octobre a pris la décision de reporter l'assemblée générale, initialement prévue le mardi 16 décembre, au mercredi 21 janvier prochain.

Après les élections municipales et cantonales, l'équipe de Cités Unies France s'efforce de mettre à jour l'ensemble de la base de données et des différentes listes de diffusion, au fur et à mesure que les collectivités communiquent les noms et coordonnées des nouvelles équipes – élus, personnels et parfois comités de jumelage. Nous vous prions de vérifier la réception effective de nos informations aux personnes concernées, de nous signaler toute erreur ou omission... et vous remercions par avance pour votre coopération et votre indulgence.

Pour plus d'informations, merci de contacter : Thi Tho Plattier
Courriel : t.plattier@cites-unies-france.org

N'HÉSITEZ PAS À VISITER LE NOUVEAU SITE DE CITÉS UNIES FRANCE :

www.cites-unies-france.org

La tentation est grande, en période de crise, du repli sur soi et de la fermeture des frontières au reste du monde. L'histoire nous apprend que, lors du krach de 1929, un tel comportement a transformé un grave accident économique en une crise si profonde que seule une guerre mondiale a pu la solder.

Gardons nous des parallélismes. Les conditions d'aujourd'hui sont fort différentes et loin de nous l'idée de faire la moindre prophétie. Pour autant, quelques signes inquiétants d'un désir de fermeture se profilaient en Europe dès avant la crise partie des Etats-Unis. Populisme ici, montée de la xénophobie là, rejet des migrants un peu partout.

Les difficultés économiques et sociales qui se profilent pourraient accentuer ces tendances et mettre au second plan l'ouverture au monde.

Or, s'il est un aspect positif de la mondialisation c'est bien cette ouverture au monde, notamment sous la forme d'une diplomatie des peuples. Elle est bénéfique autant pour le Nord que pour le Sud. Elle fait progresser une autre voie entre fermeture et logique implacable du profit maximum. Elle permet de faire baisser les préventions et les préjugés. Sous la forme de la coopération décentralisée, elle réunit des sociétés liées à des territoires et des élus dévoués au développement et au bien-être des populations.

Il ne faudrait pas que les appréhensions liées à la crise se traduisent en plus par une baisse des programmes d'aide au développement. Pour certains Etats, hélas, la décision semble avoir été déjà prise, ce

qui pénalisera doublement les pays du Sud atteint à la fois par le ralentissement du commerce international et la désertion des bailleurs.

Il est donc nécessaire que les collectivités locales françaises maintiennent leur action internationale et qu'elles la maintiennent notamment en direction du sud. Chacun peut comprendre la nécessité d'ajustements financiers mais tout retrait pu et simple serait porteur d'un message politiquement catastrophique.

Cités Unies France milite et continuera de militer pour l'amélioration quantitative et qualitative des coopérations décentralisées françaises. Elle milite aussi pour que l'Etat perpétue et augmente sa part de cofinancement, reconnaissance politique indispensable à la légitimité des coopérations. Nous pouvons témoigner de l'inquiétude des maires et responsables de collectivités territoriales africains ou méditerranéens devant les difficultés qui s'annoncent. Les coopérations des collectivités françaises leur sont d'autant plus précieuses économiquement mais aussi politiquement.

La coopération décentralisée n'est pas qu'une question d'aide financière. C'est une forme humaniste nouvelle de l'action internationale au service de la démocratie et du développement local. En période de turbulences mondiales, c'est un élément inestimable de la solidarité entre les peuples, meilleure antidote possible aux ravages de la mondialisation financière.

**Bertrand Gallet, Directeur général de
Cités Unies France**

Les interventions de Cités Unies France dans le cadre du budget 2009 : réponse du Président de l'Assemblée Nationale, M. Bernard Accoyer

Charles Josselin, Président de Cités Unies France, avait écrit aux rapporteurs budgétaires des groupes politiques et aux Présidents du Sénat et de l'Assemblée Nationale pour que la ligne budgétaire de co-financement de la coopération décentralisée ne soit pas réduite.

« Monsieur le Ministre,

Par lettre en date du 13 octobre 2008, vous attirez mon attention sur la baisse des crédits budgétaires consacrés à la coopération décentralisée dans la loi de finances 2008 et la nécessité de soutenir ce volet important de l'action extérieure lors de l'examen du projet de loi de finances pour 2009.

Très sensible à vos préoccupations, notamment pour les raisons que vous soulignez dans votre courrier, j'ai immédiatement transmis votre lettre à mon collègue Jean-François Mancel, rapporteur spécial de la commission des finances sur l'action extérieure, en lui demandant de lui prêter toute l'attention qu'elle mérite. Je crois savoir que M. Mancel a déjà entrepris des démarches auprès du ministère des affaires étrangères afin de s'enquérir de l'évolution de ces crédits.

Vous remerciant de m'avoir alerté sur l'évolution des moyens consacrés à la coopération décentralisée, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de mes sentiments les meilleurs.

Bernard ACCOYER
Président de l'Assemblée Nationale »

CÔTE D'IVOIRE

Première rencontre Europe-Afrique des collectivités

Comme nous vous l'annoncions en octobre, du 25 au 27 novembre 2008 se tiendra à Abidjan la Première Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales sur le thème : « Paix, gouvernance locale et démocratie ».

Cet événement, à l'initiative des deux associations faitières de collectivités locales ivoiriennes, l'Union des Villes et des Communes de Côte d'Ivoire (UVICOCI) et l'Association des Districts et des Départements de Côte d'Ivoire (ADDCI), entend mobiliser tant les collectivités locales africaines qu'euro péennes **pour partager leur vision respective de la gouvernance locale et de la gestion des crises et faire vivre la diplomatie des villes à un moment charnière de leur histoire.**

François-Albert Amichia, maire de Treichville et président de l'UVICOCI, s'est déplacé spécialement à Cités Unies France, le 22 septembre afin d'adresser un appel aux collectivités françaises. Partenaire de l'événement, l'Association internationale des Maires Francophones (AIMF), représentée par M. William Ancion, ancien Ministre, mobilisera plus largement les collectivités francophones.

Monsieur Amichia a adressé un message politique fort aux élu(e)s français(-es), auquel(-le) s'il a rappelé la situation délicate qu'ont à affronter les collectivités ivoiriennes, alors qu'elles n'ont pas été associées par le gouvernement aux négociations concernant la sortie de crise, mais qu'elles en assument les conséquences. Plus largement, le président de l'UVICOCI a invité la partie française à s'engager à nouveau en Côte d'Ivoire.

Le Forum Social Mondial (FSM) aura lieu du 27 janvier au 1er février 2009 à Belem (Brésil)

Parallèlement au FSM, se tiendra le Forum des Autorités locales (FAL) et le Forum des Autorités Locales d'Amazonie (FALA). Le Gouverneur de l'Etat de Para a ainsi précisé que ces deux événements se tiendront les 30 et 31 janvier 2009. Ils ont pour objectif de faciliter le débat, l'articulation, la proposition et la diffusion de principes, idées et pratiques pour renforcer la gestion publique locale démocratique. Les thèmes retenus sont « Démocratie participative et inclusion sociale » (FAL 2009) et « Participation citoyenne, Environnement et Inclusion sociale en Amazonie » (FALA)

Inscriptions en ligne sur le site Internet : www.fsm2009amazonia.org.br
du 07/10/08 au 07/11/08

Programme de la VIII Assemblée mondiale du réseau FAL - 31 janvier 2009

Lieu: El Hangar, Belem do Pará

9h00 : Plénière d'ouverture

10h00 : Débat en plénière, en présence d'autorités locales et de mouvements sociaux

14h00 : Commissions (rendu des ateliers co-organisés dans le cadre du FSM)

- Démocratie participative et décentralisation
- Inclusion sociale et droits de l'Homme
- Coopération décentralisée, solidarité et paix
- Environnement et territoire
- Services publics et métropole

17h00 : Plénière

Compte rendu des commissions

- Propositions d'agenda et organisation du réseau FAL
- Présentation de la déclaration finale de Belém do Pará

Le site sur lequel seront rassemblées toutes les informations sur le FAL et le FALA est en cours de construction : www.falfala.org

On peut accéder à cette page également à partir du site du réseau FAL : www.redfal.org

Contacts :

Antenne Nord du réseau FAL :

Pedro Jesús Ortega Carnicer

Comunicación RED FAL

Fondo Andaluz de Municipios para la Solidaridad Internacional (FAMSI)

C/ Granados n° 8,1° A, 29008 Málaga (España)

Tél. : (34) 952 60 80 73

Fax: (34) 952 60 80 10

Portable : (34) 607 47 12 53

Courriel : pedro@andaluciasolidaria.org

Site Internet : www.redfal.org

Forum des Autorités Locales de Périphérie (FALP) :

Antonio Aniesa

Mairie de Nanterre

Tél. : 01 47 29 59 02

Portable : 06 19 43 76 82

Courriel : antonio.aniesa@mairie-nanterre.fr

Plus d'informations, en particulier sur le FAL, consultez le site de CUF :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article612>

AMÉRIQUE DU SUD (SAUF BRÉSIL) AMÉRIQUE CENTRALE, MEXIQUE ET CUBA

Président du groupe-pays : Jean-Philippe Magnen, adjoint au maire de la ville de Nantes

Réunion d'installation du nouveau groupe-pays

La réunion d'installation du groupe-pays Amérique du Sud (sauf Brésil), Amérique Centrale, Mexique et Cuba a eu lieu le 8 octobre 2008 dans les locaux de CUF.

Cette réunion a notamment été l'occasion pour le nouveau Président du groupe-pays, de poser les activités à venir.

Les prochaines réunions seront travaillées en trois temps : un apport institutionnel, un apport thématique et échanges d'expériences.

Afin de pouvoir organiser des réunions thématiques, les collectivités sont appelées à hiérarchiser lesdits thèmes en tenant compte des priorités françaises mais également latino-américaines (par exemple l'intercommunalité est aujourd'hui un thème fort pour les collectivités d'Amérique latine, qui commencent à la mettre en place).

Proposition de la présidence du groupe-pays :

- organiser la prochaine réunion autour d'une matinée consacrée à des interventions (M. Le Gourrirec chargé de mission pour l'année de l'Amérique latine en France pourrait être invité) et d'une après-midi sous forme de séminaire ouvert à d'autres partenaires sur des thèmes communs, l'Observatoire de la Coopération Décentralisée UE/AL ;
- inviter aux prochaines réunions du groupe-pays des collectivités européennes ;
- échanger de manière étroite entre chaque réunion, via par exemple un forum ;
- un groupe plus restreint de collectivités animé par CUF, composé de Toulouse,

- Saint-Nazaire, conseil général du Val-de-Marne est constitué autour du Président pour organiser la prochaine réunion ;
- une réunion par semestre, la prochaine réunion se déroulera au cours du premier semestre 2009.

Vous trouverez le compte-rendu sur le site de Cités Unies France :

<http://cites-unies-france.org>

Pour plus d'informations :

Félicia Medina, chargée de mission

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

BRÉSIL

Président du groupe-pays : Michel Vauzelle, président de la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur

Réunion d'installation du groupe-pays Brésil

La réunion d'installation du groupe-pays Brésil a eu lieu le 15 octobre 2008, à l'Assemblée nationale.

En présence notamment de Michel Vauzelle (président du groupe-pays), de son Excellence José Mauricio Bustani, Ambassadeur du Brésil, de Charles Josselin (président de CUF), de Jean-Marc Lafore, directeur adjoint des Amériques au MAAE. Cette réunion a été l'occasion, entre autres, de présenter le fonctionnement et le rôle du Comité mixte pour la coopération décentralisée France-Brésil par Antoine Joly, délégué pour l'action Extérieure des Collectivités Locales. Dans le cadre du protocole additionnel à l'accord-cadre de coopération entre le Gouvernement de la République Française et le Gouvernement de la République Fédérative du Brésil portant sur la Coopération décentralisée (signé en février 2008), un comité mixte de la coopération brésilienne devrait être prochainement installé. Monsieur Vauzelle qui préside le comité mixte souhaite qu'à l'occasion de la visite au Brésil du Président Sarkozy, en décembre 2008, la première réunion du comité binational soit convoquée.

Yves Saint Geours, président du Commissariat Français pour l'Année de la France au Brésil, a rappelé que l'Année de la France au Brésil se tiendrait du 21 avril au 15 novembre 2009. La labellisation des projets vise à leur donner le plus de visibilité possible fin qu'ils se pérennisent à l'avenir.

Le programme de l'Année de la France au Brésil devrait être présenté le 22 décembre 2008, lors de la visite du Président Sarkozy au Brésil. Pour pouvoir tenir ce délai les opérateurs avaient jusqu'au 30 septembre pour faire labelliser leurs projets. Plus de 400 projets ont déjà été labellisés et le Commissariat estime que d'ici à la fin de l'année, ce chiffre pourrait atteindre les 700. Cela étant les projets reçus hors délais pourraient faire l'objet d'un

signalement au dernier Comité mixte du 27 novembre. L'accent est mis sur la nécessité que les projets soient présentés par des collectivités.

Jean Besson, vice-président du Conseil régional de Rhône-Alpes, qui préside le Comité d'organisation des Troisièmes Rencontres de la coopération décentralisée franco-brésilienne, informe les participants que la région a bloqué les 3 et 4 décembre 2009 et a réservé le Palais de la Foire pour les Troisièmes Rencontres franco-brésiennes qui se tiendront à Lyon sur le thème « Développement durable et culture ».

Vous trouverez le compte-rendu sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/index.php>

Pour plus d'informations :

Félicia Medina, chargée de mission

Courriel : f.medina@cites-unies-france.org

Organisation des troisièmes rencontres franco-brésiennes de la coopération décentralisée

La réunion du Comité d'organisation sur les Troisièmes Rencontres franco-brésiennes de la coopération décentralisée s'est tenue le 15 octobre 2008, à l'Assemblée nationale.

Ces troisièmes rencontres, qui devraient se dérouler les 3 et 4 décembre 2009, ont pour vocation de faire évoluer les partenariats existants et d'entrevoir les évolutions possibles pour améliorer les échanges de collectivités qui travaillent sur une même thématique, un même territoire.

Le but sera aussi de faire intervenir des structures (association, entreprises, universités) qui, sur les territoires, ont des programmes qui pourraient être source d'inspiration pour la coopération décentralisée.

La réunion a permis de faire émerger les propositions suivantes qui devront être présentées aux partenaires brésiliens :

Quatre ateliers simultanés de six heures (trois heures le premier jour après-midi et trois heures le deuxième jour matin) viseront à la réciprocité des acteurs français et brésiliens. Les participants seront issus de collectivités territoriales mais également de représentants de l'Etat, de spécialistes (experts de la question, universitaires), d'acteurs de terrain, d'ONG, d'entreprises publiques/privées et d'organisations internationales.

Proposition d'intitulé pour les quatre ateliers :

- 1er atelier « Le développement durable : Enjeu pour l'espace urbain »,
- 2ème atelier « Préservation des territoires et la biodiversité en milieu rural »,
- 3ème atelier « Développement économique local : facteur de développement durable »
- 4ème atelier « Dimension sociale et culturelle du développement durable ».

ACTUALITÉS CUBA

Le 16 octobre 2008 des représentants de la Troïka européenne ont reçu le ministre cubain des Relations Extérieures.

Le 23 juin dernier, l'Union Européenne retirait définitivement les sanctions imposées par elle à l'encontre de Cuba, de manière unilatérale, en 2003.

Cette initiative a rouvert la voie du dialogue et, le 16 octobre 2008, Felipe Pérez Roque, ministre des Relations extérieures de la République de Cuba s'est entretenu à Paris avec Bernard Kouchner, ministre des Affaires étrangères et européennes de la République française, en tant que représentant de la Présidence de service du Conseil de l'Union Européenne. Ont assisté à ses côtés, Louis Michel, commissaire européen au Développement et à l'Aide Humanitaire ainsi que Karel Schwarzenberg, ministre des Relations extérieures de la République Tchèque en tant que successeur à la présidence de l'Union Européenne.

Malgré les divergences sur certaines questions et points de vue, les avantages et les opportunités de coopération résultantes d'un dialogue constructif ont été mis en relief. Cuba considère que le résultat de cette première rencontre, où le dialogue politique entre l'Union européenne et Cuba a été relancé, s'est avéré utile.

ACTUALITÉS BOLIVIE

Un accord entre le Gouvernement bolivien et l'opposition a été trouvé en ce qui concerne la nouvelle constitution.

Le pouvoir central se heurtait depuis des mois à l'hostilité des gouverneurs libéraux des régions prospères opposés au projet de Constitution. D'après l'accord trouvé entre gouvernement et opposition, le scrutin aurait lieu le 25 janvier 2009, et serait suivi par des élections générales au mois de décembre de la même année. Cet accord a pu aboutir notamment après l'engagement pris par Evo Morales de ne se représenter que pour un seul mandat supplémentaire au lieu de deux comme le permettrait la nouvelle Constitution si elle était ratifiée. Le vice-président bolivien a assuré que l'ensemble des partis avaient scellé cet accord «en présence de délégations internationales», citant notamment l'Union européenne, l'ONU, l'Organisation des Etats Américains (OEA), l'Union des Nations Sud-américaines (Unasur) ou encore l'Eglise.

ETATS-UNIS

Elections

Ce 4 novembre 2008, les Américains n'ont pas seulement élu Barack Obama comme nouveau président (événement sur lequel nous reviendrons dans la prochaine édition de cette Lettre). Certains d'entre eux ont été appelés à désigner leurs shérifs, leurs juges mais aussi leurs élus locaux, parmi lesquels figurent les élus des comtés et des municipalités.

Si l'élection présidentielle se déroule selon une procédure unifiée, tel n'est pas le cas pour les élections locales. En effet, chacun des 50 Etats fédérés décide librement de son organisation territoriale.

Pour prendre l'exemple des municipalités, le mode et la date d'élection des élus locaux varient d'un Etat à un autre ou voire au sein d'un Etat, peut varier d'une municipalité à une autre. La durée même des mandats n'est pas toujours clairement arrêtée : dans certains cas, le mandat est interrompu lorsque l'équipe en place n'a pas donné satisfaction.

Parce qu'il n'y a pas de règles communes à tous les Etats, les Américains ne connaissent pas le grand rendez-vous des municipales qui a pu retenir toute notre attention chez nous en mars 2008.

Ce dont on est sûr, c'est que l'élection présidentielle a coïncidé avec le renouvellement de près de 11 000 élus locaux.

Source : <http://usmayors.org/elections/electioncitiesfall2008.pdf>

CHINE

2^{ème} Conférence internationale des villes jumelées

L'Association du peuple chinois l'amitié avec l'étranger (APCAE) organisera, juste après le Forum Urbain Mondial de Nankin, sa 2^{ème} Conférence internationale des villes jumelées, à Pékin, les 8 et 9 novembre 2008.

Cités Unies France, compte tenu de l'accord de partenariat qu'elle a signé avec l'Association du Peuple chinois pour l'Amitié avec l'Etranger en novembre dernier, participera à cette manifestation. Bertrand Gallet interviendra d'ailleurs à l'occasion de la séance plénière du 9 novembre au matin pour faire un point sur les sur les bonnes pratiques de la coopération décentralisée franco-chinoises et sur le partenariat CUF/ACPAE.

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

ACTUALITÉS VIETNAM

Dans une résolution sur les relations UE-Vietnam, le Parlement européen invite le Conseil et la Commission à demander au gouvernement vietnamien de réaliser des progrès en matière de droits de l'homme et de libertés avant de finaliser un nouvel accord-cadre de coopération et de partenariat.

Sources :

<http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?type=MOTION&reference=B6-2008-0539&language=FR> (Proposition de résolution)

<http://lecourrier.vnagency.com.vn/default.asp?xt=XT33&page=newsdetail&newsid=46653>

Les difficultés actuelles dans la gestion de l'aménagement urbain au Vietnam débattues à l'occasion des discussions sur le projet de loi sur l'urbanisme à l'Assemblée nationale, dans le cadre de la 4^{ème} session de l'Assemblée nationale au Vietnam (12^e législature), lancée le 16 octobre dernier.

Source : <http://lecourrier.vnagency.com.vn/default.asp?page=newsdetail&newsid=46654>

Lancé à Bangkok en 1996, l'ASEM répond au besoin de renforcer le dialogue entre l'Asie et l'Europe et regroupe aujourd'hui 45 partenaires. Du 24 au 25 octobre 2008, le 7^e Sommet du Dialogue Asie-Europe (ASEM) s'est tenu à Pékin.

Source : http://www.diplomatie.gouv.fr/fr/pays-zones-geo_833/asia_1057/dialogue-europe-asic-asem_527/asem-vii-pekin-24-25.10.08_67551.html?xtor=RSS-1

BALKANS

Conférence sur les pouvoirs locaux en Europe du Sud-Est, Vienne, les 6 et 7 novembre 2008

Cette conférence est organisée par le CCRE et l'Association des Villes Autrichiennes en partenariat avec NALAS (l'Association de pouvoirs locaux de l'Europe du Sud-Est).

Les 23 et 24 novembre 2008, à Tirana, l'Association de pouvoirs locaux de l'Europe du Sud-Est (NALAS) organise son Assemblée générale.

Pour tout renseignement complémentaire :

Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

POLOGNE

Président du groupe-pays : Roselyne Lefrançois, maire adjointe de Rennes et député européenne

Table ronde franco-polonaise sur le développement urbain et l'aménagement du territoire

A l'initiative de l'Ambassade de France en Pologne et du Ministère du Développement régional polonais, plus d'une centaine de représentants, élus et techniciens, de collectivités territoriales françaises et polonaises se sont réunis à Varsovie le 3 octobre dernier pour échanger dans les domaines du développement urbain et de l'aménagement du territoire.

Cette table ronde franco-polonaise, organisée en lien avec Cités Unies France, à laquelle deux ministres polonais, l'Ambassadeur de France en Pologne et Charles Josselin, Président de Cités Unies France, ont notamment participé, leur a permis de discuter de leurs expériences en matière de politique de transports urbains et régionaux, de revitalisation urbaine et de coopération intercommunale.

Une des conclusions de cette rencontre a été de proposer la mise en place d'une task force franco-polonaise relative au développement urbain et à l'aménagement du territoire visant à contribuer à l'émergence de projets communs dans ces domaines.

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France et notamment concernant le programme et les présentations des intervenants:

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article391>

Agenda avenir :

- Prochaine réunion du groupe pays Pologne
- Prochaine réunion du groupe-pays Serbie
- Prochaine réunion du groupe pays Croatie et prochaine conférence franco-croate à Paris

RUSSIE

Rencontre franco-russe des collectivités territoriales, « Mettre en valeur son patrimoine touristique » ; Moscou, 27 - 28 novembre 2008

L'Ambassade de France en Russie organise, les 27 et 28 novembre prochains, à Moscou, une rencontre franco-russe des collectivités territoriales, intitulée « Mettre en valeur son patrimoine touristique ». Cinq thèmes seront à l'honneur lors de cette manifestation, à laquelle Cités Unies France participera :

- compétences et rôle des collectivités territoriales dans le développement touristique ;
- le tourisme, facteur de mise en valeur du patrimoine et de préservation de l'environnement ;
- former aux métiers du tourisme ;
- nouvelles tendances, nouveaux marchés ;
- des exemples de coopération entre collectivités russes et françaises.

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Changement au pôle Europe de Cités Unies France

Simone Giovetti, jusqu'alors chargé du suivi des dossiers Palestine, Israël et Proche-Orient à Cités Unies France, suivra également les dossiers Croatie, Serbie et Pologne.

Simone Giovetti, chargé de mission

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org / Tél. : 01 53 41 81 87

Parallèlement, Hélène Migot se consacrera désormais au suivi des politiques d'aide extérieure de l'Union européenne (et notamment à la veille des appels à propositions européens) et de la plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement ainsi qu'au suivi des dossiers Russie, Chine, Inde, Vietnam.

Hélène Migot, chargée de mission

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org / Tél. : 01 53 41 81 99

ALGÉRIE

Président du groupe-pays Algérie : Georges Morin, adjoint au maire de Gières

Réunion du groupe-pays Algérie, mercredi 22 octobre 2008

Cette réunion était à la fois riche en information et en proposition de travail et d'activités pour le groupe-pays Algérie. Une trentaine de représentants de collectivités locales y étaient présents.

Les principaux points à l'ordre du jour ont porté sur l'actualité en Algérie à travers une brève analyse de la situation politique (réforme constitutionnelle, élections présidentielles), économique (une économie en bonne santé) et sociale (développement social bloqué) du pays.

Les activités menées en 2008, dans le cadre du programme concerté pluri-acteurs Algérie (PCPA) enfance et jeunesse, ont été présentées. Aujourd'hui, cinq collectivités territoriales françaises et trois collectivités territoriales algériennes sont parties prenantes du PCPA, depuis l'Assemblée plénière qui s'est tenue les 14 et 15 mai 2008, à Oran.

Toutes les informations relatives à ce programme sont disponibles sur le site Internet :

www.pcpalgerie.org.

Suite aux échanges entre le CNASEA et CUF et à une mission conjointe qui a été menée à Alger, les 11 et 12 mai dernier, pour rencontrer l'actuel ministre algérien de l'agriculture et du développement rural, le groupe-pays Algérie a été sollicité pour mobiliser les collectivités territoriales françaises dans le cadre de la politique de renouveau rural engagée en Algérie. Lors de cette réunion, nous ont été présentés les objectifs, les outils et les modalités de mise en œuvre de cette politique.

Une réunion d'information spécifique à cette politique de renouveau rural sera organisée le 19 novembre prochain à Cités Unies France, en présence d'un représentant du ministère algérien de l'agriculture. Un courrier d'invitation sera diffusé prochainement.

Lors de cette réunion, les collectivités locales françaises ont une nouvelle fois fait part de leur inquiétude sur l'avenir de la coopération décentralisée franco-algérienne compte tenu des difficultés pour leurs partenaires d'obtenir des visas afin de se rendre en France dans le cadre de leurs projets de coopération. Ces restrictions nuisent aux partenariats franco-algériens. Une initiative collective est à mener pour interpeller les Ministres français concernés par ces questions.

Réunion d'information sur la Politique de Renouveau Rural en Algérie, mercredi 19 novembre 2008

La Politique de Renouveau Rural a pour but de promouvoir un développement économique du Pays associant solidairement l'ensemble du monde rural. Cette politique est sous-tendue par les questions de gouvernance locale, de développement durable, d'équité dans l'accès

aux prestations de base, de décentralisation et de renforcement de la cohésion sociale.

Elle repose sur 5 axes :

- amélioration des conditions de vie des populations rurales (réhabilitation, modernisation des villages et des ksour),
- amélioration et diversification des revenus,
- gestion durable des ressources naturelles : sols, eau, forêt, ressources fourragères,...
- protection et valorisation des patrimoines ruraux, matériels et immatériels,
- renforcement des capacités humaines et d'assistance technique.

Compte tenu de ces enjeux, il est apparu important à la partie algérienne (ministère des collectivités locales ; ministère de l'agriculture et du développement rural) et à la partie française (ministère des Affaires étrangères et européennes, ambassade de France à Alger, ministère de l'Agriculture, CNASEA, Cités Unies France) de se concerter sur l'opportunité d'intégrer cette perspective de travail dans le schéma d'ensemble de la coopération décentralisée.

C'est pourquoi le groupe-pays Algérie organise une réunion d'information sur la politique de renouveau rural le mercredi 19 novembre prochain. Y participera un représentant du ministère algérien de l'agriculture et du développement rural pour présenter les objectifs et les modalités de mise en œuvre de cette politique ainsi que leurs attentes, en la matière, d'une coopération entre collectivités algériennes et françaises.

Pour plus d'informations :

Linda Naïli, chargée de mission au pôle Méditerranée

Tél. : 01 53 41 81 90

Courriel : l.naili@cites-unies-france.org

MAROC

Président du groupe-pays : Jacques Rocca-Serra, adjoint au maire de Marseille

! DERNIÈRE MINUTE !

UN ÉVENTUEL REPORT DE QUELQUES SEMAINES DES ASSISES FRANCO-MAROCAINES EST ENVISAGÉ.

CETTE INFORMATION SERA CONFIRMÉE DANS QUELQUES JOURS ET DE NOUVELLES DATES POURRAIENT ÊTRE AVANCÉES

Assises de la coopération décentralisée franco-marocaines : 18-19 décembre 2009

Une réunion du comité de pilotage des Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine a eu lieu le 6 octobre 2008. Cette réunion s'est tenue au sein de la DGCL marocaine à Rabat et y participaient des représentants de collectivités territoriales marocaines et françaises, du SCAC de l'ambassade de France à Rabat, des cadres du ministère marocain

de l'intérieur, et l'équipe du PAD Maroc. Le comité de pilotage était co-présidé par le maire d'Agadir et le président de la région Champagne-Ardenne.

L'objectif de cette réunion était d'abord d'avancer et de s'accorder sur le format et le déroulé du programme et des ateliers.

Concernant le programme prévisionnel : se dérouleront, lors la journée du 18 décembre, l'ouverture, la restitution des deux études ainsi que deux tables rondes et la journée du 19 décembre sera consacrée aux ateliers thématiques. Les chefs de files marocains ont été désignés pour chaque atelier :

- eau et assainissement : commune de Figuiç / Conseil général de la Seine-Saint-Denis ;
- développement économique : région de Marrakech-Tensift-El Haouz / Conseil régional d'Aquitaine ;
- développement social : commune de Casablanca / ville de Marseille - Cités Unies France ;
- développement urbain : commune d'Agadir / Grand Lyon.

Il a également été question des aspects logistiques. Le PAD Maroc retiendra un opérateur chargé de l'organisation des Assises : inscriptions (elles se feront en ligne sur le site du PAD Maroc), transport, hébergement (une liste d'hôtels à tarif négocié sera proposée), repas et accueil.

Les collectivités locales devront prendre en charge leurs frais de déplacement et d'hébergement à Agadir. Le PAD assurera la prise en charge de 10 intervenants français (experts techniques) et de 30 marocains (élus de petites collectivités locales, experts techniques).

Une dernière réunion du comité de pilotage franco-marocain devrait se tenir à la mi-novembre.

Le programme (prévisionnel) de l'événement se décompose de la façon suivante :

Mercredi 17 décembre 2008	
Journée	Réunion associant organisateurs, chefs de file des ateliers, animateurs, rapporteurs...
Soir	<i>Dîner de bienvenue (200 personnes attendues)</i>
Jeudi 18 décembre 2008	
8h30 – 9h30	Accueil
9h30 – 11h00	<ul style="list-style-type: none"> - Ouverture – Mots de bienvenue par le maire d'Agadir et d'introduction des débats par le président de l'ANCLM et le président de la commission internationale de l'ARF - Discours des ministres - Brève présentation du programme et des ateliers

11h00 - 12h30	Restitution de l'étude : - Evaluation de la coopération décentralisée 2001 – 2007 - Première table ronde sur “évolutions récentes de la coopération décentralisée” (débats)
12h30 - 14h30	<i>Déjeuner</i>
14h30 - 16h30	Restitution de l'étude - Capitalisation « le renforcement de la maîtrise d'ouvrage dans la coopération décentralisée » - Premier bilan des projets PAD Maroc
16h30 – 18h30	Deuxième table ronde sur “coopération décentralisée et décentralisation”
Soir	<i>Dîner</i>
Vendredi 19 décembre 2008	
9h00 – 13h00	Ateliers en simultané (chefs de file) : - Développement économique (Région de Marrakech Tensift El Haouz et Aquitaine) - Développement urbain (Commune Urbaine d'Agadir - Grand Lyon) - Développement social (Commune Urbaine de Casablanca - Ville de Marseille) - Eau et Assainissement (Commune Urbaine de Figuiç - Conseil général de Seine Saint-Denis)
13h30	<i>Déjeuner</i>
15h00	Restitution des ateliers
16h00	Présentation des recommandations et séance de clôture avec intervention des ministres

Les inscriptions aux assises se feront directement en ligne, sur une adresse hébergée par le site du Programme PAD Maroc (<http://www.padmaroc.org>), à partir du début du mois de novembre. Seront également précisés à cette adresse des renseignements quant à l'organisation logistique de cet événement.

Pour plus d'informations : Linda Naïli, chargée de mission

Courriel : n.naïli@cites-unies-france.org

et Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Evaluation de la coopération décentralisée franco-marocaine

Temps de réflexion et d'échange, le 27 novembre 2008, à Cités Unies France

Une évaluation de la coopération décentralisée franco-marocaine est en cours, sous la direction du Ciedel. Les conclusions de cette étude seront présentées à l'occasion des assises de la coopération décentralisée des 18 et 19 décembre à Agadir.

L'équipe du PAD, le CIEDEL et Cités Unies France souhaitent réunir le groupe-pays Maroc afin de présenter les conclusions provisoires de l'étude aux collectivités françaises et avoir le retour de celles-ci sur ce travail.

Les collectivités françaises sont donc invitées à participer à une réunion de travail le jeudi 27 novembre, de 10h00 à 13h00, dans les locaux de Cités Unies France.

Pour plus d'informations :

Linda Naili, chargée de mission

Courriel : n.naili@cites-unies-france.org

et Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

Programme Concerté Maroc - Cycle de conférences territoriales sur « la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales »

Au cours du second semestre de l'année 2008, le Programme Concerté Maroc (PCM) organise un cycle de conférences en région, au Maroc, sur les **logiques de concertation entre associations, pouvoirs publics et collectivités locales** sur le thème de « la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales ».

Pour le territoire de l'Oriental, la conférence se tiendra le mercredi 19 novembre 2008, à Oujda.

Pour le territoire « Centre Sud », la conférence se tiendra le samedi 22 novembre 2008, à Safi.

Les collectivités françaises ayant des partenariats de coopération décentralisée dans ces territoires sont invitées à participer à ces conférences afin de témoigner de leur expérience sur la question de la jeunesse, à la fois sur leur territoire et dans le cadre de leur coopération avec le Maroc. Un courrier d'invitation leur sera prochainement adressé.

Ces conférences territoriales déboucheront le **5 décembre** sur une conférence nationale, à Rabat, permettant de faire la synthèse des conférences territoriales et de faire des propositions concrètes en faveur d'une meilleure structuration et coopération des acteurs sur les questions de jeunesse au Maroc. La ville de Paris a confirmé sa participation.

Une fiche de présentation du PCM est disponible sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article324>

Pour plus d'informations :

Virginie Rouquette, chargée de mission

Courriel : v.rouquette@cites-unies-france.org

ISRAËL

Président du groupe-pays : Charles Assouline, adjoint au maire de Créteil

Réunion du comité de pilotage de préparation des Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne

Le comité de pilotage pour l'organisation des Assises de la coopération franco-israélienne se réunira le mardi 2 décembre de 14h30 à 16h30 dans les locaux de Cités Unies France.

La ville de Paris a confirmé son engagement pour accueillir les **3^{ème} Assises de la coopération décentralisée franco-israélienne en 2009**. Cet important événement sera organisé avec la participation de toutes les collectivités locales qui souhaitent apporter leur contribution.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

TERRITOIRES PALESTINIENS

Président du RCDP : Claude Nicolet, conseiller communautaire, Dunkerque

Réunion du RCDP

Le mardi 18 novembre prochain, de 13h30 à 16h00, le RCDP organisera une réunion dans les locaux de Cités Unies France.

Elle sera l'occasion de débattre ensemble sur les conclusions de la conférence du Réseau des collectivités locales européennes pour la paix au Proche-Orient qui s'est tenue à Venise, du 25 au 27 septembre dernier, ainsi que de planifier l'agenda des activités du RCDP pour l'année 2009.

Pour plus d'informations :

Simoné Giovetti, chargé de mission

Courriel : s.giovetti@cites-unies-france.org

ACTIVITÉS RÉGIONALES

Semaine économique de la Méditerranée

Suite au succès rencontré en 2007, la seconde édition de la Semaine Economique de la Méditerranée se tiendra à Marseille, du 17 au 22 novembre 2008.

Bâtie sur un modèle unique rassemblant les acteurs institutionnels, économiques et universitaires, la Semaine Economique de la Méditerranée, portée par Ville de Marseille, la Région Provence-Alpes-Côte d'Azur, l'EPA Euroméditerranée et la CCI Marseille Provence réunira une quinzaine évènements traitant du développement de l'espace économique euro-méditerranéen avec un focus sur le thème de l'innovation.

Le programme de l'ensemble des manifestations organisées du 17 au 22 novembre à Marseille est disponible sur le site Internet de la Semaine Economique de la Méditerranée : www.semaine-eco-med.com

Commission Méditerranée de CGLU

Dans ce cadre, la Commission Méditerranée de Cités et Gouvernements Locaux Unis (CGLU) organisera le jeudi 20 novembre une rencontre-débat sur la **place des collectivités dans les politiques euro-méditerranéennes, dans le contexte de la relance du Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée.**

Cette rencontre a pour objectif de faire le point sur les politiques euro-méditerranéennes, d'échanger sur les perspectives offertes aux collectivités locales et régionales dans ce cadre et sur leurs attentes et leurs thématiques d'intervention prioritaire.

Elle sera également l'occasion d'évoquer l'historique et l'actualité du Processus de Barcelone - Union pour la Méditerranée et d'échanger sur le volet territorial du projet.

Elle réunira une cinquantaine d'acteurs de collectivités des trois rives de la Méditerranée autour de représentants de la Commission Européenne et de la Mission Union pour la Méditerranée en présence d'un expert qui apportera un éclairage sur la politique de voisinage de l'Union européenne et, plus particulièrement, sur la politique transfrontalière.

Informations et inscriptions sur le site de la Commission Méditerranée :

www.commed-cglu.org

Pour plus d'informations :

Laurence Griette, responsable du Secrétariat technique

Tél. : 04 91 55 48 12

Courriel : l.griette@commed-cglu.org

Clémentine Laratte, chargée de mission

Tél. : 04 91 55 48 11

Courriel : c.laratte@commed-cglu.org

Commission Méditerranée de CGLU

Programme CIUDAD

Dans le cadre de l'IEVP, EuropeAid a lancé un nouveau programme d'appui au développement urbain et territorial pour 17 pays membres de la zone de voisinage et la Fédération Russe : le programme CIUDAD (Cooperation in Urban Development and Dialogue).

Ce dernier vise à soutenir des projets de coopération directe entre les collectivités territoriales et la société civile des pays de l'Union Européenne et des 17 pays membres de la zone de voisinage et la Fédération Russe : Algérie, Arménie, Azerbaïdjan, Biélorussie, Egypte, Fédération Russe, Géorgie, Israël, Jordanie, Liban, Lybie, Moldavie, Maroc, Syrie, Territoires Palestiniens, Tunisie et Ukraine.

Il vise à promouvoir l'établissement d'un dialogue de longue durée et d'une coopération entre les acteurs locaux de la région IEVP et leurs partenaires de l'Union européenne.

Le programme se concentrera sur 3 priorités thématiques :

- durabilité environnementale et rendement énergétique ;
- développement économique durable et réduction des disparités sociales ;
- bonne gouvernance et planification urbaine durable et intégrée.

Un appel d'offre pour la coordination du programme devrait être lancé prochainement et sera suivi des appels à proposition.

Vous retrouverez toutes les informations utiles sur ce programme sur le site Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article546>

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission Europe/Asie

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Journées Européennes du Développement

Les journées européennes du développement se tiendront à Strasbourg du 15 au 17 novembre 2008. Elles constituent un temps de réflexion et d'échange sur le développement entre différents acteurs travaillant sur les différentes dimensions du développement: administrations, parlements, autorités locales, sociétés civiles, milieux académique, agences de développement, secteur privé et médias.

Organisée par la commission européenne, l'édition 2008 des Journées Européennes du Développement est largement consacrée au **rôle des autorités locales et à la dimension locale du développement**.

L'événement se compose de séances plénières et d'ateliers simultanés.

Cités Unies France est partie prenante de cet événement, dans le cadre de quatre séances.

- Séance plénière : Lancement de la Charte Européenne de la coopération en matière d'appui à la gouvernance locale ; dimanche 16 novembre, de 12h30 à 13h00

Cet événement rassemblera des représentants des principales familles d'acteurs ayant participé à l'élaboration du document. Il sera l'occasion de marquer symboliquement le soutien à ce processus, notamment par la signature d'une déclaration d'appui aux principes de la Charte.

Alain Joyandet, Secrétaire d'Etat chargé de la Coopération internationale et de la francophonie présidera, ainsi que Charles Josselin, Président de Cités Unies France, présideront ce temps fort, en séance plénière. En effet, Cités Unies France s'est fortement impliquée, au côté du MAEE français dans l'élaboration de cette Charte.

Pour tout renseignement complémentaire sur cette séance :

Virginie Rouquette, v.rouquette@cites-unies-france.org

- Atelier : « Gouvernance locale et Objectifs du Millénaire : comment assurer que les revenus des ressources naturelles bénéficient aux populations locales ? » ; dimanche 16 décembre, de 14h00 à 16h00

Cet atelier est co-organisé par CUF, en partenariat avec Caritas France, l'AMCP et la CGT.

Pour tout renseignement complémentaire sur cet atelier :

Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org

- Atelier de lancement de la plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement ; dimanche 16 novembre, de 16h30 à 18h30

Voir article suivant

- Atelier : « Coopération et gouvernements locaux : synergie des acteurs européens » ; lundi 17 novembre, de 9h30 à 11h00

Cet atelier est organisé par le MAEE et l'AFCCRE et animé par Cités Unies France.

Pour tout renseignement complémentaire :

Astrid Frey, a.frey@cites-unies-france.org

Le programme complet de la manifestation est consultable à l'adresse suivante :

<http://www.eudevdays.eu/Public/Homepage.php?ID=518>

Les inscriptions aux journées européennes du développement se font en ligne à l'adresse suivante :

<http://www.eudevdays.eu/Public/register.php>

Pour tout renseignement complémentaire sur cette séance :

Virginie Rouquette, v.rouquette@cites-unies-france.org

Lancement de la plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement

À l'occasion de la troisième édition des Journées Européennes du Développement (JED), organisées du 15 au 17 novembre 2008 à Strasbourg, la Plateforme européenne des autorités locales et régionales pour le développement, dont Cités Unies France est partenaire et qui bénéficie d'un cofinancement de la Commission européenne pour les 2 années à venir, dans le cadre de l'objectif III du programme ANE/AL – Plan d'action annuel 2007, sera lancée.

En effet, son lancement, auquel Charles Josselin, président de Cités Unies France, participera, aura lieu le dimanche 16 novembre, de 16 h 30 à 18 h 30, au Palais de la Musique et des Congrès, Salle Tivoli 2 (1er étage), place de Bordeaux à Strasbourg.

Organisations partenaires de la plateforme : CCRE ; CGLU ; CRPM ; ARE ; ARFE ; CUF FEMP ; AFCCRE ; KEDKE ; AICCRE ; VNG International ; ANMP ; AMR ; LGA ; SALAR ; Ville de Lyon (France) ; Ville de Paris (France) ; Ville de Rome (Italie) ; Ville de Bucarest (Roumanie) ; ACP-LGP et AIMF.

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article595>

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Communication de la Commission européenne

« Les autorités locales : des acteurs en faveur du développement », en date du 8 octobre 2008 – COM (2008) 626 final

Si la Commission encourage les AL à participer aux politiques de développement et à leur mise en oeuvre et si elle souhaite mettre en place un dialogue structuré sur la politique de développement avec les AL, ce dont nous nous réjouissons, elle place pourtant le Comité des Régions au centre du dispositif et n'évoque qu'à la marge les AL et leurs associations représentatives. Or, la représentativité des AL ne se résume pas au Comité des Régions et de plus, les associations de pouvoirs locaux ont derrière elles une longue expérience de la coopération nord-sud.

En conséquence, nous ne pouvons que déplorer le fait que la communication ait prévu que le Comité des Régions soit le seul organisme de référence pour l'établissement d'un dialogue structuré avec les AL et établisse seul une plateforme d'échanges d'informations, une «bourse». Les AL, leurs associations représentatives et le Comité des Régions devraient être des partenaires égaux dans ce débat et aucune hiérarchisation ne devrait leur être imposée par la Commission européenne.

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France - le texte de la Communication, le communiqué de presse, la prise de position du CCRE :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article595>

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Calendrier indicatif des prochains appels à propositions «décentralisés », lancés dans le cadre du programme ANE/AL (Crédits 2008)

EuropeAid a publié sur son site Internet un tableau présentant les dates attendues pour les publications des appels à propositions déconcentrés du programme « acteurs non étatiques et autorités locales ». 36 pays sont concernés par ces appels à propositions déconcentrés pour les autorités locales, dont l'Argentine, le Chili, Haïti, la Mauritanie, le Maroc, le Nicaragua et le Vietnam.

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France – la liste des 36 pays cibles, le montant du budget alloué et les priorités par pays, ainsi que la date prévisionnelle de la publication des appels :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article599>

Plus d'informations sur le site d'EuropeAid :

http://ec.europa.eu/europeaid/where/worldwide/civil-society/index_fr.htm

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Prochains appels à propositions « centralisés » lancés dans le cadre du programme ANE/AL (Crédits 2008)

Cinq appels à propositions 'centralisés' seront lancés, d'ici à la fin de l'année 2008, par la Commission européenne dans le cadre du programme ANE/AL (Crédits 2008) :

OBJECTIF I :

- “Actions in partner countries – In country interventions” – NSA & LA
(Budget global NSA & LA : 9.750.000 €)
- “Actions in partner countries - Multi country interventions – NSA”
(Budget : 31.315.000 €)
- “Actions in partner countries - Multi country interventions – LA”
(Budget : 12.866.000 €)

OBJECTIF II :

- “Public awareness and development education - Actions in Europe” – NSA & LA
(Budget NSA : 25.000.000 € / Budget LA : 4.000.000 €)

OBJECTIF III :

- “Coordination, cooperation and networking activities - Actions in Europe” – NSA & LA
(Budget NSA : 2.200.000 € / Budget LA : 600.000 €)

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article598>

Plus d'informations sur le site d'EuropeAid :

http://ec.europa.eu/europeaid/where/worldwide/civil-society/index_fr.htm

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

Open Days 2008, à Bruxelles

Les Open Days, organisés conjointement par le Comité des Régions et la Commission européenne, se sont tenus du 6 au 9 octobre 2008. Ils ont rassemblé quelque 7400 décideurs politiques régionaux de toute l'Europe

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article428>

Plus d'informations sur le site des Open Days :

<http://www.opendays.europa.eu/>

8 nouveaux représentants français au Comité des Régions

Le Comité des régions (CdR) est l'assemblée politique qui fait entendre la voix des collectivités territoriales au cœur même de l'UE : c'est une des institutions de l'Union européenne, qui a été mise en place en 1994. Le Comité des Régions est composé de 344 membres et d'un nombre égal de suppléants. Tous sont nommés pour quatre ans par le Conseil sur proposition des États membres. La France compte 24 membres.

Suite aux dernières élections locales françaises, 8 nouveaux représentants français ont été nommés au Comité des Régions :

- **Pierre HUGON**, Vice-président du Conseil général de la Lozère - Membre titulaire - Commission des affaires constitutionnelles et de la gouvernance européenne (CONST-IV) et Commission des relations extérieures (RELEX-IV)
- **Pierre MAILLE**, Président du Conseil général du Finistère - Membre titulaire - Commission de la culture et de l'éducation (EDUC-IV) et Commission des affaires constitutionnelles et de la gouvernance européenne (CONST-IV)
- **René SOUCHON**, Président du Conseil régional d'Auvergne - Membre titulaire - Commission des relations extérieures (RELEX-IV) et Commission du développement durable (DEVE-IV)
- **Christophe ROUILLON**, maire de Coulaines - Membre titulaire - Commission des relations extérieures (RELEX-IV) et Commission du développement durable (DEVE-IV)
- **Jean-Michel DACLIN**, Adjoint au maire de Lyon - Membre suppléant
- **Rose-Marie FALQUE**, Maire d'Azerailles - Membre suppléant
- **Rachel PAILLARD**, Maire de Bouzy - Membre suppléant
- **Jean-Louis TOURENNE**, Président du Conseil général d'Ille-et-Vilaine - Membre suppléant

Par ailleurs, on compte également deux nouveaux rapporteurs français au Comité des Régions :

- **Jean-Yves LE DRIAN**, Président du Conseil régional de Bretagne, a été désigné rapporteur de l'avis du CdR sur le « Livre vert sur la cohésion territoriale » adopté par la Commission européenne le 6 octobre (Commission pour la cohésion territoriale - COTER)

- **Jean-Louis JOSEPH**, vice-président du Conseil régional de Provence Alpes Côtes d'Azur (FR/PSE) et Président de FEDARENE, est chargé de la préparation du projet d'avis sur le futur « paquet énergie » par la Commission du développement durable (DEVE).

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France – Présentation du Comité des Régions et des représentants français au Comité des Régions :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article600>

Plus d'informations sur le site du Comité des Régions :

<http://www.cor.europa.eu/pages/HomeTemplate.aspx>

FUM Nankin / Networking Event

L'AMGVF, en lien avec le MAEE, l'AIMF, la FNAU et Cités Unies France, organisera un Networking Event intitulé : « L'approche transversale des politiques urbaines », dans le cadre du prochain Forum Urbain Mondial, qui aura lieu à Nankin, du 3 au 6 novembre prochain.

Ce Networking Event, coprésidé par Masseck Ndiaye, maire de Saint-Louis du Sénégal et ministre de la Décentralisation et par Germain, maire de Tours, aura lieu le mardi 4 novembre de 14h00 à 16h00, en salle MR416 A.

Plus d'informations sur le site de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?article370>

Pour plus d'informations :

Hélène Migot, chargée de mission

Courriel : h.migot@cites-unies-france.org

PUBLICATION

Dossier pays France

Comme annoncé lors de la précédente Lettre de la Coopération décentralisée, Cités Unies France prépare un dossier pays France à destination des autorités locales étrangères engagées dans la coopération décentralisée afin de leur donner des clés pour mieux comprendre les collectivités françaises, leur environnement et plus généralement la France et les Français.

Cet ouvrage décortiquera le système et l'environnement des collectivités et de la coopération décentralisée de sorte à rendre notre modèle intelligible par tous. Au programme, entre autres, une approche anthropologique du métier d' élu local, des outils pour « réussir sa coopération décentralisée avec des Français » et une approche historique de la décentralisation...

Afin d'aider à prendre du recul par rapport au quotidien des collectivités, Cités Unies France aimerait tirer profit de vos expériences avec vos partenaires étrangers.

Si vous souhaitez contribuer à ce projet, merci de compléter et de retourner le questionnaire « Dossier pays France » portant sur vos expériences avec les étrangers, téléchargeable sur notre site, à Leïla Deshuis, chargée du suivi du dossier à l'adresse suivante :

Courriel : peco-asie-usa@cites-unies-france.org ou par fax au 01.53.41.81.41

Toute suggestion relative au contenu du dossier est la bienvenue !

Pour plus d'informations: Leïla Deshuis

Courriel : peco-asie-usa@cites-unies-france.org

Tél. : 01 53 41 86 83

Colloque « Agriculture et développement rural », Lianes Coopération, le 24 octobre 2008 à Arras

Le Conseil Général du Pas-de-Calais a ouvert ses portes le vendredi 24 octobre pour accueillir le colloque intitulé : « Agriculture et développement rural », organisé par le réseau Lianes Coopération. Cette rencontre a été motivée par l'intérêt des élus du Pas-de-Calais pour la crise alimentaire.

La situation mondiale dans le domaine de l'alimentation nécessite une coordination efficace entre les différents acteurs et les pouvoirs publics. Les collectivités locales doivent permettre d'orienter plus efficacement la coopération bilatérale. Dans cette perspective, un des objectifs de Lianes Coopération est de créer en 2009 un groupe de travail sur le thème de l'agriculture et du développement rural. Plusieurs points ont été abordés durant le colloque afin de rappeler les responsabilités de chacun.

On constate que l'aide financière accordée au domaine alimentaire et agricole n'a jamais été aussi faible. Pour les institutions internationales (BM, FMI, FAO), le problème rencontré actuellement n'est pas une crise de production mais une crise du pouvoir d'achat, avec des répercussions directes sur l'alimentation, et la production agricole. L'aide alimentaire est utilisée pour écouler les surplus de production générés par les pays du Nord au détriment de la production et des producteurs du Sud.

Dans cette situation, l'établissement d'un « ordre agricole mondial » nécessite l'instauration d'aides adaptées aux initiatives agricoles, en vue de l'atteinte des OMD.

Quatre impératifs apparaissent aujourd'hui :

- investir dans la production agricole des pays qui en ont besoin (technique de productions, aide à la formation, modes de financement) ;
- développer l'autosuffisance par l'agriculture familiale, le stockage, la commercialisation et l'accès au foncier agricole ;
- instaurer une régulation internationale concernant les denrées alimentaires ;
- enfin, une politique de production alimentaire durable doit être élaborée spécifiquement pour chaque territoire (gestion des ressources, appui aux organisations paysannes).

Les participants ont présenté diverses initiatives pilote qui offrent des alternatives pour lutter contre la crise alimentaire mondiale. À titre d'exemples, MISOLA a initié un programme basé sur la promotion de farines locales ; l'AFDI travaille en partenariat avec l'Association des Producteurs du Fouta Djallon (Guinée) en vue du développement des filières pommes de terres, tomates et oignons ; la SIDI développe des partenariats avec des institutions de micro finances du Sud et accompagne les petites entreprises ; la Fédération des Maisons Familiales Rurales valorise le dialogue et les échanges de techniques Nord-Sud.

Les réflexions menées ont abouti à la conclusion suivante : il semble nécessaire d'imposer une nouvelle organisation économique mondiale pour pouvoir préserver un équilibre équitable entre producteurs et consommateurs, au Nord et au Sud.

Parmi les prochains rendez vous :

- Lancement d'une étude CUF / CFSI sur le rôle des collectivités territoriales face à la crise alimentaire en Afrique.

Pour plus d'informations :

Pôle Afrique de Cités Unies France

Courriel : poleafrique@cites-unies-france.org

- Le Conseil National à la Sécurité Alimentaire du Sénégal, le Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest, et le Comité Permanent Inter Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel organisent, du 25 au 28 novembre 2008, à Dakar, la « Réunion du réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest ».

Semaine de la Solidarité internationale

Comme les années précédentes, Cités Unies France et ses adhérents sont partenaires actifs de la Semaine de la Solidarité internationale, qui se déroulera **du 15 au 23 novembre prochain**.

Cités Unies France invite les collectivités locales à lui faire parvenir les manifestations prévues.

Pour plus d'informations : Astrid Frey, chargée de mission

Courriel : a.frey@cites-unies-france.org

COMMUNICATION : Partenariat avec « Reporters d'Espoirs »

Dans le cadre d'une nouvelle collaboration mise en place entre Cités Unies France et l'agence d'informations « Reporters d'Espoirs », visant à valoriser, mettre en lumière et diffuser les différentes informations concernant les actions menées par les collectivités territoriales françaises sur la scène internationale, nous vous serions particulièrement reconnaissants de bien vouloir nous communiquer vos projets de coopération décentralisée **avec des communes d'Europe centrale et orientale et des Balkans, dans le domaine du développement durable**.

En effet, « Reporters d'Espoirs » est en train de constituer un recueil de dépêches sur des projets montés par des collectivités territoriales françaises et européennes, à l'échelle urbaine ou rurale, ayant trait au développement social, à l'économie sociale et solidaire, ou à l'environnement.

Les projets retenus par la rédaction de l'agence feront l'objet d'une diffusion sous forme de dépêche mise en dispositions des journalistes, médias, lettres d'informations, émissions etc. partenaires de l'agence.

Merci d'envoyer vos réponses à Cités Unies France.

Personne contact : Katarina Fotic, assistante Pôle Europe/Asie/Etats-Unis

Tél. : 01 53 41 81 83

Courriel : k.foric@cites-unies-france.org

Pour plus d'informations sur « Reporters d'Espoirs » : <http://www.reportersdespoirs.org/>

AGENDA DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

Pour plus d'information voir aussi l'agenda de la coopération décentralisée sur le site de Cités Unies France : www.cites-unies-france.org

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
4 ^{ème} session du Forum urbain mondial	Nankin	3 – 7 novembre	ONU – Habitat (CGLU partenaire)
9 ^{ème} Forum de Biarritz «l'Etat des relations Europe - Amérique Latine »	Biarritz	3 – 4 novembre	Ville de Biarritz
Assemblée générale de l'Association internationale des régions francophones	Brazzaville	4 – 5 novembre	AIRF
Conférence sur les pouvoirs locaux en Europe du Sud-Est	Vienne, Autriche	6 – 7 novembre	NALAS – Association des villes autrichiennes - CCRE
2 ^{ème} Conférence internationale sur le jumelage en Chine	Pékin	7 – 10 novembre	Association du peuple chinois pour l'amitié avec l'étranger
Journées Européennes du Développement (JED)	Strasbourg	15 – 17 novembre	Commission européenne – Présidence française de l'UE
Semaine de la solidarité internationale	France	15 au 23 novembre	La Semaine/ CRID et partenaires
Bureau exécutif de Cités Unies France	France	18 novembre	CUF
Réunion du RCDP	Paris, CUF	18 novembre	RCDP - CUF
Réunion du groupe-pays Algérie sur le thème de la politique de renouveau rural en Algérie	Paris, CUF	19 novembre	CUF
Rencontre-débat sur les politiques euro-méditerranéennes dans le contexte de la relance du Processus de Barcelone : Union pour la Méditerranée : Quelle place pour les collectivités territoriales ?	Marseille	20 novembre	Commission Méditerranée de CGLU
1^{ères} Assises Nationales de la Jeunesse : « Engagement des jeunes à l' international et collectivités territoriales »	Rennes	20 – 21 novembre	Région Bretagne, CUF

AGENDA

DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
VIème Colloque Internationale de l'Institut des Amériques : « Politique étrangère dans les Amériques : entre crises et alliances »	Paris	20 – 22 novembre	Paris III – Université de Aix-Marseille et IEP Aix – Centre des Amériques
Développement solidaire avec Haïti : mode d'emploi	Suresnes	22 novembre	Suresnes
Assemblée générale de NALAS, (Association de pouvoirs locaux de l'Europe du Sud Est)	Tirana, Albanie	23 – 27 novembre	NALAS
Conférence de Lyon sur la solidarité numérique	Lyon	24 novembre	Agence mondiale de la solidarité numérique
Réunion d'installation du groupe-pays Haïti	Suresnes	24 novembre (après-midi)	CUF
Colloque coopération décentralisée franco-nigérienne	Juvisy-sur-Orge, CG Val de Marne et Paris	24 – 27 novembre	Programme ANIYA – groupe-pays Niger
Rencontre Europe-Afrique des collectivités territoriales	Abidjan, Côte d'Ivoire	25 – 27 novembre	UVICOCI – ADDCI – UE – AMBASSADE DE France - CUF
Réunion du réseau de prévention des crises alimentaires au Sahel et en Afrique de l'Ouest	Dakar, Sénégal	25 – 28 novembre	Conseil alimentaire à la sécurité alimentaire du Sénégal – Club du Sahel et de l'Afrique de l'Ouest - Comité Permanent Inter Etats de lutte contre la Sécheresse dans le Sahel
Conférence annuelle URBACT	Montpellier	26 – 27 novembre	URBACT
Réunion de travail du groupe-pays Maroc sur l'évaluation de la coopération décentralisée franco-marocaine	CUF, Paris	27 novembre, matin	CUF - Ciedel

AGENDA

DE LA COOPÉRATION DÉCENTRALISÉE

TITRE	LIEU	DATES	INITIATIVE
Premières assises de la coopération décentralisée franco-russe sur le thème du tourisme	Moscou	27 – 28 novembre	MAEE, Ambassade de France en Russie
Atelier de la coopération décentralisée franco-turque	Istanbul	27 novembre	CUF - AFD
Réunion du Conseil mondial de CGLU	Istanbul	28 – 29 novembre	CGLU
Forum des villes sur le développement urbain durable	Montpellier	28 novembre	UBACT, Programme Européen de développement urbain durable
1^{er} Forum franco-argentin de la coopération décentralisée	Buenos Aires et la Plata	1 – 5 décembre	Forum
Réunion du groupe-pays Israël	Paris, CUF	2 décembre	CUF
11 ^{ème} édition des Entretiens territoriaux de Strasbourg (ETS) sur le thème : « Elargir les frontières de l'action territoriale »	Strasbourg	3 – 4 décembre	CNFPT
Conférence nationale du programme concerté Maroc (PCM) sur le thème de la prise en compte de la parole des jeunes dans les décisions politiques locales	Rabat	5 décembre	PCM - CUF
Assises de la coopération décentralisée franco-maliennes	Bamako	12 – 14 décembre	Associations des pouvoirs locaux maliens
Assises de la coopération décentralisée franco-marocaine (REPORT ENVISAGÉ)	Agadir	18 – 19 décembre (REPORT ENVISAGÉ)	MAEE, PAD Maroc
Assemblée générale de Cités Unies France	Paris	21 janvier 2009	CUF

COLLECTION «GROUPE - PAYS» : 25,00 EUROS

- Dossier pays POLOGNE (nouvelle édition - novembre 2008)
- Dossier pays ROUMANIE (nouvelle édition - novembre 2008)
- Dossier pays HONGRIE (2005)
- Dossier pays RÉPUBLIQUE TCHEQUE (2005)
- Dossier pays CROATIE (2006)
- Dossier pays CHINE (à paraître 2009)
- Dossier pays JAPON (2007)
- Dossier pays MAROC (2007)
- Dossier pays TUNISIE (2005)
- Dossier pays LIBAN (2007)
- Dossier pays ISRAEL (2007)
- Dossier pays PALESTINE (novembre 2008)
- Dossier pays BRÉSIL (2006)
- Dossier pays NICARAGUA (2006)
- Dossier pays CUBA (à paraître 2008)
- Dossier pays SENEGAL (2007)
- Dossier pays MAURITANIE (mai 2008)
- Dossier pays MALI (à paraître en décembre 2008)
- Dossier Pays AFRIQUE CENTRALE (à paraître 2008)

COLLECTION « GROUPE - PAYS » : 40,00 EUROS

(comprenant le Répertoire des partenariats)

- Dossier pays VIETNAM (2005)

REPERTOIRES DES PARTENARIATS DE COOPERATION DECENTRALISEE :

15,00 EUROS

- franco- polonais
- franco- roumains
- franco- tchèques
- franco-hongrois
- franco-chinois
- franco-japonais
- franco- algériens
- franco-marocains
- franco-tunisiens
- franco-libanais
- franco-israéliens
- franco-palestiniens
- franco-américains (France - Etats-Unis)
- franco-américains (en anglais)
- France - Amérique Latine et Caraïbes
- franco-sénégalais
- franco-togolais
- franco-burkinabé
- franco-maliens
- franco-malgaches
- franco-béninois
- franco-mauritaniens

COLLECTION « REFLEXIONS » :

15,00 EUROS

- Les Jeunes, la vie locale et l'action internationale (2003)
- Regards sur la coopération décentralisée franco-burkinabé (2003)
- Pauvreté et inégalités en Afrique Subsaharienne (2002)
- L'impact local de la coopération décentralisée sur les territoires (2006)
- Migrants et collectivités territoriales (2008)

COLLECTION « REFERENCE » :

25,00 EUROS

- Les instruments juridiques de la coopération décentralisée - nouvelle édition refondue paraîtra en novembre 2008 !

Ouvrages hors collection

- Coopération décentralisée pour le développement durable, guides méthodologiques, en partenariat avec l'AFCCRE et l'Association 4D. (2005) :
15 euros
- L'évaluation des partenariats de coopération décentralisée :
10 euros
- Coopération décentralisée au développement local urbain en Afrique-2 volumes (2000) :
10 euros
- DVD « Voter en Palestine » (2007) :
21 euros

BON DE COMMANDE

à retourner à Cités Unies France

Fax : 01 53 41 81 41

Nom

Prénom

Fonction

Collectivité

Adresse

CP Ville

Tél. : Fax :

Courriel :

Je joins un chèque deeuros à ce bulletin (un reçu sera adressé avec les ouvrages)

Je paye par virement administratif (joindre le bon de commande de la collectivité)

Frais d'envoi – 5 pour l'étranger

Pour plus d'information, merci de contacter :

Katarina FOTIC :

Courriel : k.fotic@cites-unies-france.org

NB : Merci de préciser les ouvrages souhaités.

Télécharger le bon de commande sur le site

Internet de Cités Unies France :

<http://www.cites-unies-france.org/spip.php?rubrique46>

N'hésitez pas à envoyer vos messages à : coop-dec@cites-unies-france.org

Directeur de publication : Charles Josselin

Rédacteur en chef : Bertrand Gallet



9, rue Christiani 75018 Paris • Tél. : (+33/0)1 53 41 81 81 • Fax : (+33/0)1 53 41 81 41

Site Internet : www.cites-unies-france.org

Courriel : coop-dec@cites-unies-france.org

Pour s'abonner à la Lettre : e.seyoum@cites-unies-france.org